# Art. 24 Zone d’aménagement différé

La zone d’aménagement différé constitue une zone superposée, frappée d’une interdiction temporaire de construction et d’aménagement.

Seules peuvent y être autorisés des dépendances et aménagements de faible envergure ainsi que des équipements publics et collectifs relatifs à la télécommunication, l’approvisionnement en eau potable et en énergie et à l’évacuation des eaux résiduaires et pluviales.

Des travaux de transformations mineurs, de conservation et d’entretien sont autorisés pour les constructions et les aménagements existants.

Elle constitue en principe des réserves foncières destinées à être urbanisées à moyen ou long terme.

La décision de lever le statut de la zone d’aménagement différé fait l’objet d’une procédure de modification du plan d’aménagement général.

La terminologie du degré d’utilisation du sol de la zone d’aménagement différé est définie dans l’Annexe du règlement grand-ducal concernant le contenu du plan d’aménagement général d’une commune.